

Annnonce du Projet impact collectif (PIC) par Centraide du Grand Montréal : Une privatisation de la lutte à la pauvreté qui inquiète dans le milieu communautaire.

Montréal, le 15 octobre - Plusieurs organisations communautaires et syndicales réagissent à l'annonce de Centraide du grand Montréal faite ce matin à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Le PIC est un tout nouveau consortium sous l'égide de Centraide et regroupant cinq autres fondations privées, désirant investir 17 millions \$ sur cinq ans dans le développement social dans différents quartiers de Montréal. Ces fondations sont la Fondation Lucie et André Chagnon, la Fondation Dollar d'argent, la Fondation du Grand Montréal, la Fondation de la famille J.W. McConnell et la Fondation Mirella & Lino Saputo.

Dans un contexte où l'on assiste à un désengagement de l'État dans plusieurs programmes sociaux, l'arrivée massive du secteur privé dans le développement social semble annoncer un changement radical dans l'approche de lutte contre la pauvreté. « Sommes-nous en train d'assister à une privatisation de la lutte à la pauvreté? À une augmentation de la place de la philanthropie pour pallier le désengagement de l'État? », s'interroge Sébastien Rivard, porte-parole du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM). De son côté, Nancy Harvey du Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal (ROCFM) souligne que « la responsabilité de mettre en place et d'assurer des protections sociales à la population devrait impérativement demeurer aux mains de l'État et non pas dépendre d'acteurs privés qui détermineront qui doit être aidé et comment ».

Face aux défis importants de la redistribution de la richesse, nos regroupements croient que « les secteurs philanthropique et privé devraient plutôt faire davantage pour que l'État rétablisse une véritable justice fiscale au bénéfice des politiques sociales » mentionne Céline Métivier du Réseau québécois de l'action communautaire autonome. Plusieurs fondations, dont la Fondation Chagnon, la fondation Béati et la fondation McConnell avaient d'ailleurs mis en garde le gouvernement actuel contre les risques de la rigueur budgétaire, dans une lettre ouverte publiée dans Le Devoir du 11 mars 2015.

Bien que toutes les modalités du projet ne soient pas encore connues, l'initiative proposée ce matin est essentiellement fondée sur une logique de projets. « Les organismes communautaires ont surtout besoin d'un meilleur soutien de leur mission. Il est dommage qu'on ne les ait pas consultés avant de lancer un projet d'une telle ampleur » déplore Laurence Lagouarde de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ).

Nos organisations suivront de près le développement de ce nouveau projet avec leurs membres.

Signataires :

Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM)

Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal (ROCFM)

Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal (TROVEP)

Table régionale des centres de femmes Montréal métropolitain et Laval

Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN)

Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)

L'R des centres de femmes du Québec

Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)

Les porte-parole :

Nancy Harvey, ROCFM, 514-618-8370

Sébastien Rivard, RIOCM, 514-806-2118